

fabricage van bontwerk, betreffende de verlenging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 juni 1993 tot vaststelling van de lonen.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 december 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

Bijlage

Paritair Subcomité  
voor de industriële en ambachtelijke fabricage van bontwerk

Collectieve arbeidsovereenkomst van 20 juni 1995

Verlenging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 juni 1993, gesloten in het Paritair Subcomité voor de industriële en ambachtelijke fabricage van bontwerk tot vaststelling van de lonen (Overeenkomst geregistreerd op 17 juli 1995 onder het nummer 38484/CO/148.03)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de industriële en ambachtelijke fabricage van bontwerk.

Art. 2. De collectieve arbeidsovereenkomst van 29 juni 1993, gesloten in het Paritair Subcomité voor de industriële en ambachtelijke fabricage van bontwerk, tot vaststelling van de lonen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 2 december 1993, wordt verlengd tot en met 31 december 1996.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1995 en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 1997.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 8 december 1995.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

artisanale de fourrure, relative à la prorogation de la convention collective de travail du 29 juin 1993 fixant les salaires.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

Annexe

Sous-commission paritaire de la fabrication industrielle  
et de la fabrication artisanale de fourrure

Convention collective de travail du 20 juin 1995

Prorogation de la convention collective de travail du 29 juin 1993, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de la fabrication industrielle et de la fabrication artisanale de fourrure fixant les salaires (Convention enregistrée le 17 juillet 1995 sous le numéro 38484/CO/148.03)

Article 1<sup>er</sup>. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de la fabrication industrielle et de la fabrication artisanale de fourrure.

Art. 2. La convention collective de travail du 29 juin 1993, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de la fabrication industrielle et de la fabrication artisanale de fourrure, fixant les salaires, rendue obligatoire par arrêté royal du 2 décembre 1993, est prorogée jusqu'au 31 décembre 1996 inclus.

Art. 3. La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995 et cesse d'être en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 8 décembre 1995.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 96 — 389

[C — 27072]

8 FEVRIER 1996. — Décret modifiant le décret du 10 mars 1994  
relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. L'article 2 du décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 2. La société a pour objet de mettre, à titre onéreux, à la disposition des utilisateurs des infrastructures d'intérêt régional dont elle assure le financement, la réalisation, l'entretien et l'exploitation.

Par mise à disposition, on entend l'octroi du droit d'accéder aux infrastructures et de les utiliser, dans le respect de leur nature et de leur affectation.

Par infrastructure d'intérêt régional, on entend :

- l'A8;
- l'E25-E40;
- le Canal du Centre;

(1) Session 1995-1996 :

Documents du Conseil 97 (1995-1996) n<sup>os</sup> 1 à 3 et 3bis.

Compte-rendu intégral. — Séance publique du 31 janvier 1996.

Discussion. — Vote.

- la quatrième écluse de Lanaye;
- la RN5;
- l'A28.

Parmi ces infrastructures, le Gouvernement détermine celles qui sont mises en œuvre par la société et arrête, pour celles-ci, la programmation financière des travaux."

**Art. 2.** L'article 8 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 8. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement arrête les limites territoriales dans lesquelles s'exerce la mission de la société. Le territoire ainsi délimité est dénommé périmètre d'intervention de la société.

La société peut néanmoins acquérir et céder des droits relatifs à des biens situés en dehors de ce périmètre, dans la mesure strictement nécessaire à la réalisation de son objet social.

§ 2. Sur les biens situés au sein du périmètre d'intervention, le Gouvernement peut accorder à titre gratuit à la société tout droit réel immobilier temporaire de nature à permettre la réalisation de l'objet social, en ce compris la propriété des constructions et installations à ériger, ainsi que les obligations et charges qui en sont l'accessoire. Cette autorisation s'étend aux biens faisant partie du domaine public, pour autant que la nature des droits accordés à la société soit compatible avec l'affectation domaniale.

Le Gouvernement peut également céder à la société, dans le respect des dispositions légales applicables, les droits et obligations personnels résultant d'engagements contractuels en cours, se rapportant aux biens situés dans le périmètre d'intervention.

§ 3. La Région demeure seule titulaire des prérogatives de police et de gestion domaniale. Elle ne peut céder à la société le droit de propriété du tréfonds des sites d'intervention, si ce n'est dans le cadre d'un droit réel temporaire ainsi qu'il est prévu au § 2."

**Art. 3.** L'article 11 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 11. Les recettes de la société sont constituées :

1° de toutes recettes propres à provenir de l'activité de la société, notamment l'octroi du droit d'accéder à des voies de communication et aux ouvrages d'art qui s'y rattachent, et l'octroi du droit de les utiliser;

2° du produit de droits perçus lors de l'utilisation du réseau des voies hydrauliques et de ses dépendances et de recettes affectées;

3° du produit des opérations financières visées à l'article 3;

4° d'interventions financières exceptionnelles à charge du budget de la Région.

Le montant des droits visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est déterminé par le Gouvernement, sur la proposition de la société, en fonction de tout critère de nature économique établi selon la nature des infrastructures confiées à la société, notamment la densité du trafic, la catégorie du moyen de transport utilisé et la distance parcourue.

Le Gouvernement peut décider que les droits précités sont perçus sous la forme de péages à charge de la Région pour compte des utilisateurs. Dans ce cas, les modalités de perception des péages sont déterminées par une convention conclue entre le Gouvernement et la société."

**Art. 4.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 février 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### \* WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 96 — 389

8. FEBRUAR 1996. — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures" (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen) (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es :

**Artikel 1.** Artikel 2 des Dekrets vom 10. März 1994 über die Errichtung der « Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures » wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

"Art. 2. Die Aufgabe der Gesellschaft besteht darin, den Benutzern Infrastrukturen von regionalem Interesse entgeltlich zur Verfügung zu stellen, deren Finanzierung, Bauausführung, Instandhaltung und Betreibung sie gewährleistet.

(1) Sitzungsperiode 1995-1996 :

Dokumente des Rates 97 (1995-1996) Nr. 1 bis 3 und 3bis.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 31. Januar 1996.

Diskussion. — Abstimmung.

Unter Zurverfügungstellung versteht man die Gewährung des Rechts, Zugang zu den Infrastrukturen zu erhalten und sie unter Beachtung ihrer Art und ihrer Zweckbestimmung zu nutzen.

Als Infrastruktur von regionalem Interesse gelten :

- die A8;
- die E25-E40;
- der Kanal des Zentrums;
- die vierte Schleuse von Lanaye;
- die RN5;
- die A28.

Unter diesen Infrastrukturen bestimmt die Regierung jene, die von der Gesellschaft ausgeführt werden und sie legt für diese die Finanzplanung der Arbeiten fest."

Art. 2. Artikel 8 des genannten Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

"Art. 8. § 1. Die Regierung legt die territorialen Grenzen fest, innerhalb deren die Aufgaben der Gesellschaft ausgeübt werden. Das derart abgegrenzte Gebiet wird Interventionsgebiet der Gesellschaft genannt.

Die Gesellschaft ist jedoch berechtigt, Rechte bezüglich der Güter, die sich außerhalb dieses Gebietes befinden, zu erwerben und abzutreten, insofern dies für die Durchführung ihres Gesellschaftszwecks unbedingt notwendig ist.

§ 2. Handelt es sich um Güter, die innerhalb des Interventionsgebietes gelegen sind, kann die Regierung im Interesse der Durchführung des Gesellschaftszwecks jegliches zeitlich begrenzte dingliche Immobilienrecht kostenlos an die Gesellschaft abtreten, einschließlich den Besitz zu errichtender Bauten und Anlagen, sowie die damit verbundenen Verpflichtungen und Lasten. Diese Befugnis wird auf dem Gemeingut angehörende Güter ausgedehnt, insofern die Art der an die Gesellschaft abgetretenen Rechte mit der öffentlichen Zweckbestimmung vereinbar ist.

Die Regierung kann ebenfalls unter Beachtung der anwendbaren Rechtsvorschriften personenbezogene Rechte und Pflichten, die aus laufenden vertraglichen Verpflichtungen entstehen und sich auf Güter innerhalb des Interventionsgebietes beziehen, an die Gesellschaft abtreten.

§ 3. Die Region behält die Alleinbefugnis auf dem Gebiet der Polizeigewalt und der Verwaltung des Gemeingutes. Sie ist nicht berechtigt, das Besitzrecht des Grundes der Interventionsgebiete an die Gesellschaft abzutreten, außer im unter §2 vorgesehenen Rahmen eines zeitlich begrenzten dinglichen Rechts."

Art. 3. Artikel 11 des genannten Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt :

"Art. 11. Die Gesellschaft bezieht ihre Mittel aus :

1° allen eigenen Einnahmen, die bei den Tätigkeiten der Gesellschaft entstehen, u.a. durch die Gewährung des Zugangsrechts zu den Verkehrswegen und den damit verbundenen Ausrüstungen sowie durch die Gewährung des Benutzungsrechts;

2° dem Ertrag der bei der Benutzung des Netzes der Wasserstraßen und der von ihnen abhängenden Einrichtungen bezogenen Rechte und der zweckbestimmten Einnahmen;

3° dem Ertrag der in Artikel 3 angeführten Finanzoperationen;

4° den außergewöhnlichen Finanzbeteiligungen zu Lasten des Haushalts der Region.

Der Betrag der in Artikel 1, 1°, genannten Rechte wird von der Regierung auf Vorschlag der Gesellschaft festgelegt, unter Berücksichtigung jeglicher wirtschaftlichen Kriterien, die je nach Art der der Gesellschaft anvertrauten Infrastrukturen festgelegt werden, insbesondere der Verkehrsdichte, der Kategorie des benutzten Transportmittels und der abgelegten Entfernung.

Die Regierung kann beschließen, daß die vorgenannten Rechte in der Form von zu Lasten der Region für die Benutzer anfallenden Benutzungsgebühren bezogen werden. In diesem Fall werden die Modalitäten der Gebührenerhebung durch ein zwischen der Regierung und der Gesellschaft abgeschlossenes Abkommen geregelt."

Art. 4. Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 8. Februar 1996.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, dem K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,  
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,  
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens  
und der Internationalen Beziehungen,  
J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. LUTGEN

## VERTALING

## WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 96 – 389

[C – 27072]

8 FEBRUARI 1996. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructuur) (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 2 van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures" wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Art. 2. De maatschappij heeft tot doel infrastructuur van gewestelijk belang onder bezwarende titel ter beschikking te stellen van de gebruikers en staat in voor de financiering, de verwezenlijking, het onderhoud en de exploitatie ervan.

Onder terbeschikkingstelling wordt verstaan de toekenning van het recht om de infrastructuur te betreden en in gebruik te nemen, met inachtneming van de aard en de bestemming ervan.

Onder infrastructuur van gewestelijk belang wordt verstaan :

- de A8;
- de E25-E40;
- het kanaal van het Centrum;
- de vierde sluis van Lanaye;
- de RN5;
- de A28.

De Regering bepaalt de door de maatschappij uit te voeren infrastructuur en stelt de financiële programmering van de werken vast."

**Art. 2.** Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Art. 8. § 1. De Regering stelt de territoriale grenzen vast waarin de maatschappij haar opdracht mag vervullen. Het aldus afgebakende gebied wordt interventieomtrek van de maatschappij genoemd.

Als het absoluut noodzakelijk is voor de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel, kan de maatschappij echter rechten op buiten die omtrek gelegen goederen verkrijgen en afstaan.

§ 2. Op de binnen de interventieomtrek gelegen goederen kan de Regering de maatschappij om niet elk tijdelijk zakelijk onroerend recht verlenen dat haar maatschappelijk doel kan helpen verwezenlijken, met inbegrip van de eigendom van de op te richten gebouwen en installaties, alsook de verplichtingen en lasten die eraan verbonden zijn. Deze machtiging is van toepassing op de goederen die tot het openbaar domein behoren, voor zover de aard van de aan de maatschappij verleende rechten verenigbaar is met de domaniale bestemming.

Met inachtneming van de geldende wetsbepalingen, kan de Regering eveneens persoonlijke rechten en verplichtingen aan de maatschappij afstaan, die voortvloeien uit lopende contractuele verbintenissen betreffende de in de interventieomtrek gelegen goederen.

§ 3. Het Gewest is alleen bevoegd voor het politietoezicht en het domaniale beheer. Zij kan het eigendomsrecht op de ondergrond van de interventieomtrekken niet aan de maatschappij afstaan, behalve in het kader van een tijdelijk zakelijk recht, zoals bepaald in § 2."

**Art. 3.** Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Art. 11. De ontvangsten van de maatschappij bestaan uit :

1° alle ontvangsten voortvloeiend uit de activiteiten van de maatschappij, met name de toekenning van het recht om de verbindingswegen en de erbij horende kunstwerken te betreden en de toekenning van het recht om ze in gebruik te nemen;

2° de opbrengst van de rechten geïnd voor het gebruik van het waterwegennet en de aanhorigheden ervan en van toegewezen ontvangsten;

3° de opbrengst van de in artikel 3 bedoelde financiële verrichtingen;

4° uitzonderlijke financiële tegemoetkomingen ten laste van de begroting van het Gewest.

Het bedrag van de in alinea 1, 1°, bedoelde rechten wordt, op voorstel van de maatschappij, door de Regering vastgesteld op grond van criteria van economische aard, zoals de verkeersdichtheid, de categorie van het gebruikte vervoermiddel en de afgelegde afstand, die bepaald worden naar gelang van het type van de aan de maatschappij toevertrouwde infrastructuur.

De Regering kan beslissen dat bovenvermelde rechten als een door de gebruikers betaalde tol ten laste van het Gewest geheven worden. In dit geval worden de heffingsmodaliteiten van de tolleren bij een tussen de Regering en de maatschappij gesloten overeenkomst bepaald."

(1) Zitting 1995-1996 :

Stukken van de Raad 97 (1995-1996) nrs. 1 tot 3 en 3bis.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 31 januari 1996.

Bespreking. — Stemming.

Art. 4. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.  
Namen, 8 februari 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,  
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

F. 96 — 300

**8 FEVRIER 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon arrêtant les infrastructures à mettre en œuvre par la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures**

[27073]

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 2, alinéa 4, du décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures, modifié par le décret du 8 février 1996;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés les 28 novembre et 4 décembre 1995;

Considérant que dans le futur, une meilleure répartition entre modes de transports terrestres (route, fer, eau) s'impose et que l'approche européenne, basée sur l'utilisation complémentaire des différents modes de transport, accorde un rôle majeur à la voie navigable : celle-ci étant faible consommatrice d'énergie, respectant l'environnement et offrant une sécurité absolue;

Considérant que le réseau européen des 8 000 km de voies navigables à grand gabarit est encore sous-utilisé, contrairement à la route;

Considérant que sur la voie d'eau, il subsiste un maillon manquant et un goulet d'étranglement : ce sont le Canal du Centre et la quatrième écluse de Lanaye;

Considérant que le projet de Strépy-Thieu constitue, au plan belge, le dernier maillon du programme de mise au gabarit de 1 350 t du réseau belge des voies navigables, lancé après la publication de la loi du 9 mars 1957;

Considérant que Strépy-Thieu est situé sur l'axe transnational Nord-Sud-Escaut-Meuse-Rhin, qui permet aussi le transit du trafic du Nord de la France vers Bruxelles et Anvers ainsi que vers Namur et Liège;

Considérant que le scénario d'un financement accéléré des travaux a été examiné sur base :

- d'un effort de l'association momentanée Ascacentre pour diminuer le coût du solde du marché et les délais d'exécution;

- d'une estimation définitive et engageante du coût des travaux à réaliser;

- d'une estimation définitive du coût des travaux encore à payer;

Considérant que la première phase de l'accélération (celle-ci concerne les engagements de l'année 1995) a été mise en œuvre de manière à respecter l'échéance de fin des travaux (31 décembre 1999), et que la part restant à financer dans le cadre d'un financement type "SOFICO" s'établit à 4 351,3 millions de francs belges (non inflatés), soit 4 843,5 millions de francs belges (inflatés) auxquels s'ajouteront 1 600 millions de francs belges correspondant au pont-canal et à la traversée de Bracquagnies;

Considérant que l'association momentanée Ascacentre s'est engagée à réduire les délais de construction, à accorder une réduction substantielle des coûts fixés par le contrat-cadre et à déterminer un montant plafonné compatible avec les contraintes financières de la Région wallonne;

Considérant que le financement complémentaire doit intervenir dès janvier 1996 afin de respecter la planification convenue;

Considérant qu'au surplus, il s'indique de mettre plus rapidement à la disposition des utilisateurs des infrastructures adéquates favorisant le développement économique de la Région wallonne, notamment dans le contexte européen;

Considérant que l'achèvement du Canal du Centre (ascenseur de Strépy, pont-canal et traversée de Bracquagnies) s'inscrit parfaitement dans l'esprit du décret du 10 mars 1994 précité;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports et du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

**Article 1er.** Le Gouvernement charge la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures de la mise en œuvre des travaux relatifs à :

- l'A8;
- l'E25-E40;
- le Canal du Centre.